

# Grand Jury / Tribunal de l'Opinion Publique – Conclusions finales



[Source : Jeanne traduction]

01:55 ■ Rui da Fonseca e Castro, juge – Portugal  
Résumé de la session précédente

05:28 ■ Reiner Fuellmich, avocat – Allemagne & Etats-Unis

039:53 ■ Dipali Ojha, avocate – Inde

045:35 ■ Dexter Ryneveldt, avocat – Afrique du Sud

01:20:07 ■ Virginie de Araujo-Recchia, avocate – France

02:08:15 ■ Michael Swinwood, avocat – Canada

02:35:04 ■ Ana Garner, avocate – Etats-Unis

03:03:32 ■ Leslie Manookian, ex banquière d'investissement, présidente et fondatrice du Health Freedom Defense Fund – Etats-Unis

---

## Vidéos précédentes en ordre chronologique décroissant

### Jour 7

00:13 ■ Viviane Fischer, avocate – Allemagne  
Introduction

00:47 ■ Rui da Fonseca e Castro, juge, Portugal

## Résumé de la session précédente

06:49 ■ Matthias Desmet, jusqu'à récemment maître de conférences en psychothérapie psychanalytique au département de psychanalyse et de consultation clinique de l'université de Gand, auteur de « La Psychologie du Totalitarisme » – Belgique

Les mécanismes de la « formation de masse », processus typique des régimes totalitaires. Pourquoi les gens adhèrent et pourquoi leur est-il presque impossible d'en sortir ?

1:22:15 ■ Mark Crispin Miller, professeur de médias, de culture et de communication à l'université de New York, spécialiste de la propagande – Etats-Unis

Le rôle de la propagande dans les systèmes totalitaires, comment elle est utilisée et comment elle fonctionne.

---

## Jour 6

01:28 ■ Rui da Fonseca e Castro, juge, Portugal  
résumé de la 5e session

07:13 ■ Patrick Wood, auteur spécialisé dans les questions de développement durable et d'économie verte, rédacteur en chef et directeur du site d'information Technocracy.news, USA

Le « développement durable », projet radical de mise en esclavage de l'humanité à travers les modifications génétiques et le « développement durable »

42:40 ■ Questions à Patrick Wood

1:11:33 ■ Matthew Ehret, journaliste, conférencier et fondateur de la Canadian Patriot Review.

Poursuite de l'exposé de Patrick Wood

1:43:40 ■ Questions à Matthew Ehret

1:55:39 ■ Ilana Rachel David, citoyenne israélienne  
Israël, la population juive encore une fois victime d'expérimentations médicales et de répression.

2:18:06 ■ Questions à Ilana Rachel David

2:28:18 ■ Avital Livny, citoyenne israélienne, réalisatrice du documentaire

## The Testimonies Project

Face à l'inaction des israéliens, Avital décide de réaliser elle-même un documentaire afin d'informer son peuple et les peuples du monde de la réalité de ce qu'il se passe en Israël, la même chose que chez nous.

02:54:49 ■ Questions à Avital Livny

03:12:55 ■ Vera Sharav, juive allemande survivante des camps nazis, fondatrice de l'organisation sans but lucratif « Alliance for Human Research Protection », opposée fermement à l'industrie pharmaceutique responsable en grande partie de ce qu'ils s'est passé dans les années 30-40 et de ce qu'il se passe aujourd'hui.

Le parallèle établi entre la seconde guerre mondiale et ce qu'il se passe dans le monde occidental et la grippe espagnole.

03:43:04 ■ Questions à Vera Sharav

04:07:08 ■ Conclusion

06-grand-jury [Télécharger](#)

---

## Jour 5

00:13 ■ Rui da Fonseca e Castro, juge, Portugal  
résumé de la 4e session

03:23 ■ Reiner Füllmich, docteur en droit, avocat, Allemagne  
Introduction

05:52 ■ Patrick Wood, auteur spécialisé dans les questions de développement durable et d'économie verte, rédacteur en chef et directeur du site d'information Technocracy.news, USA  
Le « développement durable », projet radical de réorganisation scientifique du système socio-économique

40:50 ■ Interview en caméra cachée de Chris Cole, haut responsable de la FDA, sur le projet du gouvernement étasunien (Biden) d'instaurer les injections anti-covid de façon permanente.

45:30 ■ Questions à Patrick Wood

1:16:45 ■ Vidéo : florilège de déclarations sur l'Internet des corps (IoB) tenues par des acteurs de la « 4e révolution industrielle »

1:25:20 ■ Leslie Manookian, ancien cadre dirigeant d'institutions

financières, auteure et productrice de documentaires, directrice du Health Freedom Defense Fund (association qui lutte contre l'injustice en matière de santé), formée à l'homéopathie, USA

La « pandémie de Covid », paravent pour la démolition contrôlée de notre système politique et économique

01:54:20 ■ Questions à Leslie Manookian

02:35:56 ■ 3 Videos de victimes des

0 Video #1: à Nashville, Tennessee (USA), une infirmière a contracté une paralysie de Bell

0 Video #2: une femme est atteinte de convulsions

0 Video #3: à Johannesburg (South Africa), une femme a développé de l'amphisème *ainsi que des problèmes articulaires.*

( Explications du phénomène ici : <https://bit.ly/3INJTyU>)

02:42:13 ■ Björn Pirrwitz, juriste & expert financier, Allemagne, Roumanie  
Démolition du système financier : nature du système, origine et principales étapes du processus, conséquences de la crise de 2008 et aperçu du nouveau système

03:12:34 ■ Questions à Björn Pirrwitz

03:31:50 ■ Christian Kreiss, professeur d'économie et ancien banquier d'affaires, Allemagne, Costa Rica

Seule une démarche spirituelle nous permettra de sortir de la nouvelle crise du capitalisme qui se cache derrière le Covid.

... (interruption de l'exposé du prof. Kreiss à cause d'un problème de connexion internet)

03:54:00 ■ Leslie Manookian

03:59:39 ■ Patrick Wood

04:03:49 ■ Ana Garner, avocate, USA

04:07:41 ■ Reprise de l'exposé du prof. Kreiss

04:16:49 0 Video #4: Yuval Harari parle du « piratage du comportement des êtres humains »

04:19:10 ■ Commentaires de Leslie Manookian, Ana Garner et Dexter L-J. Ryneveldt

04:21:42 ■ Conclusion

---

## Jour 4

00:13 ■ Introduction

01:00 : Video #1 : Bill Gates

03:29 : Video #2 : Terrance Munsamy, 40 ans, Durban, Afrique du Sud, victime de l' mRNA,

06:55 ■ Rui da Fonseca e Castro, juge, Portugal : Résumé de la 3e session

11:47 ■ 1. Les injections anti-covid ■

11:53 ■ Alexandra Henrion-Caude, docteure en génétique, ancienne directrice de recherches, France  
Aperçu général des problèmes

28:24 ■ Questions au dr Henrion-Caude

47:10 ■ Vanessa Schmidt-Krüger, docteure en biologie, spécialisée en biologie moléculaire et cellulaire ainsi que dans les maladies cardiovasculaires, Allemagne  
Intérêt des vaccins contre les coronavirus ?

47:50 : 1e partie : un taux de létalité nettement inférieur au taux officiel

50:12 : 2e partie : nous possédons déjà une forte immunité croisée contre tous les coronavirus !

1:00:47 : 3e Partie : les mRNA sont inefficaces et inutiles !

1:08:38 ■ Deanna McLeod, directrice de Kaleidoscope Strategic Inc., formation en immunologie et psychologie, Canada  
Conception, mise en oeuvre et résultat des essais cliniques Pfizer

1:39:17 ■ Prof. em. Sucharit Bhakdi, docteur en médecine, microbiologiste, immunologiste et épidemiologiste, Allemagne

2:00:51 ■ Dr. Mike Yeadon, biologiste, immunologiste, toxicologue, biochimiste, ancien directeur scientifique du département maladies respiratoires chez Pfizer et ancien vice président de Pfizer, UK / USA  
Quelle pouvait être l'intention pour vouloir fabriquer un « vaccin » 1) à partir de la pire des parties possibles du virus SARS-COV-2 et 2) dans un délai totalement insuffisant pour en garantir la standardisation et la

sécurité ?

02:32:15 ■ Prof. Dr. Antonietta Gatti, physicienne et bio-ingénieure, nanopathologiste, Italie

Composition chimique inattendue des injections expérimentales anti-covid

02:56:07 ■ Prof. em. Arne Burkhardt, docteur en médecine, anatomopathologiste, Allemagne

Autopsie des personnes décédées et étude histologique des complications en lien avec les injections anti-covid

03:33:11 ■ Prof. em. Dr. Ing. Werner Bergholz, professeur en ingénierie électrique et en gestion de la qualité et du risque, Allemagne

Injections covid-19 et conformité aux règles de contrôle qualité

03:51:40 ■ Questions

04:06:45 ■ Virginie de Araujo Recchia, avocate, France: Conclusion

04:13:39 ■ 2. La guerre psychologique ■

04:14:20 ■ Meredith Miller, coach & auteure spécialisée dans les traumatismes, USA

Principes du syndrome de Stockholm et de la dissonance cognitive

04:37:44 ■ Ariane Bilheran, philosophe, psychologue clinicienne, docteure en psychopathologie, France

Une dérive totalitaire qui repose sur le délire paranoïaque

05:13:48 ■ Questions

05:49:00 ■ Conclusion

04-grand-jury [Télécharger](#)

---

## Jour 3

Introduction – début à 7:37

Astrid Stuckelberger – 7:37 à 44:05

Les conflits d'intérêt autour du test PCR entre Drosten, la Charité de Berlin, GAVI, l'OMS.

□ Ulrike Kämerrer – 44:05 à 1:31:44

Le fonctionnement et le rôle exacts du test PCR.

□ Sonia Pekova – 1:31:44 à 2:13:29

Les différents génomes du virus, l'interdiction d'utiliser ses propres tests covid en République Tchèque et le trafic des résultats.

□ Bryan Ardis – 2:13:29 à 3:19:45

Le Remdesivir, ou comment les hôpitaux ont littéralement tué des gens avec un « traitement » supposé les sauver.

□ John O'Looney – 3:19:47 à 3:44:13

Directeur de pompe funèbre, il observe qu'il n'y a pas eu de surmortalité avant le début des campagnes d'injection ; alors qu'après la campagne elle a augmenté de 300% au Royaume-Uni. Il témoigne également de son séjour à l'hôpital où ils ont essayé de le tuer.

□ Shankara Chetty – 3:44:47 à la fin

L'expérience d'un médecin généraliste Sud Africain, l'omerta sur les réels traitements.

grand-jury-3Télécharger

---

## Jour 2

□ Alex Thomson : 00:12 à 46:47

□ L'emprise de l'Empire britannique et de l'influence de la City de Londres sur le monde à partir du 19e siècle. Les élites britanniques souhaitaient façonner le monde à leur image à travers la colonisation et le contrôle de l'espace mental.

□ Matthew Ehret : 46:48 à 1:57:54

□ L'empreinte omniprésente de l'Empire britannique et de la City de Londres dans les affaires géopolitiques mondiales du 19eme siècle à l'époque contemporaine – l'exemple du Canada.

□ Brian Gerrish & Debbie Evans : 1:57:54 à 3:03:08

□ Après une carrière dans la Royal Navy britannique, Brian Gerrish se penche sur la corruption qui gangrène les villes britanniques. Ses recherches l'amènent à constater que la corruption est à tous les niveaux et dans toutes les institutions de la société. La crise du Covid 19 n'est qu'une continuité, nous dit-il, d'un plan mafieux établi déjà en 1940 pour sournoisement changer le comportement des populations, afin de faciliter le consentement dans la perte des libertés, par des méthodes de manipulations psychologiques

sophistiquées. Avec à l'appui plusieurs documents, il vient nous exposer l'étendu de cette manipulation de masse et ses conséquences catastrophiques pour le futur si elles ne sont pas exposées, combattues et stoppées

- Dans son intervention Debbie Evans, chercheur médical et ancienne conseillère au ministère de la santé britannique, développe plus en détail les conflits d'intérêt entre les laboratoires criminels et les différentes universités les plus prestigieuses britanniques. Elle démontre comment toutes les plus hautes institutions médicales sont totalement corrompues et préoccupées avant tout à faire des profits immenses au détriment de la santé des populations, avec pour finalité une volonté de dépopulation mondiale significative.

□ Whitney Webb & James Bush : 3:03:09 à 4:29:01

- Whitney Webb, journaliste d'investigation, évoque le rôle de la Chine dans le nouvel ordre mondial. Elle évoque également les simulations de pandémie comme Dark Winter.

- James Bush, retraité de la Navy et ayant participé à l'opération Dark Winter vient décrire les différentes simulations de pandémie qui ont lieu depuis plusieurs décennies : Dark Winter, Crimson Contagion, Operation Lockstep et l'Event 201. Nous retrouvons encore les mêmes acteurs, avec les mêmes idées.

□ Sylvia Behrendt et Astrid Stuckelberger : 4:29:01 à 5:46:22

- Ayant toutes deux travaillé à l'OMS, elles nous expliquent son rôle dans la crise du covid-19, ainsi que sa tentative de coup d'Etat mondial, via une constitution unique imposée grâce à un état d'urgence sanitaire.

crime contre l'humanité grand jury histoire et géopolitique reiner  
fuellmich tribunal

My\_6213e60ab738b Télécharger

---

## Jour 1

Procédure du Grand Jury par le Tribunal D'opinion Publique des Peuples  
Renforcer la conscience publique par le droit naturel  
L'injustice faite à un seul est une injustice faite à tous

Nous, un groupe d'avocats internationaux et un juge, menons par la présente une enquête criminelle sur le modèle de la procédure du Grand Jury des États-Unis.

Cette enquête du Grand Jury sert de modèle de procédure légale pour présenter à un jury (composé des citoyens du monde) toutes les preuves disponibles des Crimes contre l'Humanité du COVID-19 à ce jour contre les « leaders,



organisateurs, instigateurs et complices » qui ont aidé, encouragé ou participé activement à la formulation et à l'exécution d'un plan commun pour une pandémie.

Les crimes faisant l'objet de l'enquête comprennent tous les actes accomplis ou omis par une personne dans le cadre d'un plan commun visant à commettre des crimes contre l'humanité, et tous les actes criminels de ce type condamnés par les différentes communautés de jurés dans le monde.

Cette enquête est menée par le peuple, par le peuple et pour le peuple et sera désignée sous le nom de « Tribunal d'opinion publique des peuples ». N'ayant pu trouver un tribunal pour entendre les preuves réelles dans les cours de justice du système actuel, nous entreprenons cette procédure en dehors du système actuel et sur la base du droit naturel.

Celle-ci, à son tour, est fondée sur la ferme conviction que chaque personne peut facilement distinguer le bien du mal, et le bien du mal.

L'allégation est que les gouvernements du monde sont passés sous l'influence de structures de pouvoir corrompues et criminelles.

Ils se sont concertés pour mettre en scène une pandémie qu'ils planifiaient depuis des années. À cette fin, ils ont délibérément créé une panique de masse par le biais de fausses déclarations de faits et d'une opération psychologique socialement élaborée dont les messages ont été transmis par les médias d'entreprise.

Le but de cette panique de masse était de persuader la population d'accepter les soi-disant « vaccinations » qui, entre-temps, se sont avérées ni efficaces, ni sûres, mais extrêmement dangereuses, voire mortelles.

Les dommages économiques, sociaux et sanitaires que ces crimes contre l'humanité ont causés à la population mondiale se mesurent en quadrillions de dollars.

Les avocats énumérés ci-dessous, avec l'aide d'un certain nombre de scientifiques et d'experts très respectés du monde entier et sous les auspices d'un juge du Portugal, mèneront cette enquête de grand jury et fourniront ainsi au jury (les citoyens du monde) une image complète de ces crimes contre l'humanité.

L'objectif de l'enquête du « Tribunal populaire de l'opinion publique » est double : D'une part, il s'agit de servir de modèle de procédure et d'obtenir des inculpations contre certaines des figures de proue pénalement et civilement responsables de ces Crimes contre l'Humanité.

Et d'autre part, il s'agit – en montrant une image complète de ce à quoi nous sommes confrontés, y compris le contexte géopolitique et historique – de créer une prise de conscience sur l'effondrement réel du système actuel, détourné, et de ses institutions, et, par conséquent la nécessité pour les peuples eux-mêmes de reprendre leur souveraineté, et la nécessité d'arrêter d'abord les mesures de cette pandémie en refusant de s'y conformer, et la nécessité de lancer leur propre nouveau système de soins de santé, d'éducation, d'économie et de justice, afin de rétablir la démocratie et

l'État de droit sur la base de nos constitutions.

## Transcription complète

### Grand Jury – Session 1

- **Viviane Fischer – Avocate d'Allemagne**
- **Ana Garner – Avocate des États-Unis**
- **Rui Fonseca e Castro – Juge du Portugal**
- **Deana Sacks – Avocate des États-Unis**
- **Reiner Fuellmich – Avocat des États-Unis et d'Allemagne**
- **Dipali Ojha – Avocate d'Inde**
- **Dexter L-J. Ryneveldt – Avocat d'Afrique du Sud**

### 00:17 Viviane Fischer :

Bonjour et bienvenue au premier jour de la procédure du grand jury. Nous sommes ici dans une salle qui a été spécialement construite à cet effet, pour entendre des témoins et des experts sur ce qui s'est passé dans la crise de Corona. Et nous sommes reliés à un groupe international d'avocats. Et pour commencer, je donne la parole à l'avocate Ena Garner des États-Unis d'Amérique.

### 00:46 Ana Garner :

Merci Viviane. C'est un honneur et un plaisir pour moi de participer à cette enquête du grand jury international. Un grand jury criminel contre certains des auteurs qui, dans une collaboration criminelle mondiale, ont commis des crimes contre l'humanité sur la population mondiale entière sous la forme d'une pandémie planifiée appelée Covid-19. Nous, un groupe d'avocats internationaux et un juge, menons une enquête criminelle sur le modèle des procédures du Grand Jury des États-Unis. Cette enquête du grand jury sert de modèle de procédure légale, pour présenter à un jury composé de citoyens du monde, toutes les preuves disponibles du crime contre l'humanité qu'est le Covid-19, à ce jour contre les dirigeants, organisateurs, instigateurs et complices qui ont aidé, encouragé ou participé activement à la formulation et à l'exécution d'un plan commun pour une pandémie.

Les crimes faisant l'objet de l'enquête comprennent tous les actes accomplis ou omis par une personne dans la poursuite d'un dessein commun, de commettre des crimes contre l'humanité, et tous ces actes criminels condamnés dans les différentes communautés de jurés à travers le monde. Cette enquête est du peuple, par le peuple et pour le peuple. Elle sera désignée sous le nom de « **Tribunal de l'opinion publique** ». N'ayant pu trouver un tribunal pour entendre les preuves réelles dans les cours de justice du système actuel, nous entreprenons cette procédure en dehors du système actuel et sur la base

du droit naturel. Celle-ci, à son tour, est fondée sur la ferme conviction que chaque personne peut facilement distinguer le bien du mal et ce qui est bon ou mauvais. Cette procédure pourrait être l'un des événements extrajudiciaires les plus importants de l'année.

Nous, en tant que groupe d'avocats internationaux, présenterons des preuves réelles provenant de vrais experts, tels que des scientifiques, des historiens, des médecins, ainsi que des victimes. Il n'y a pas d'acteurs dans cette présentation, seulement des personnes réelles qui désirent apporter la justice au monde. Et nous avons besoin de votre aide. La raison de la mise en place d'un processus de grand jury est que notre monde est à un stade critique de l'humanité, qui dépendra du réveil de tous les peuples, afin d'inverser un cours qui pourrait modifier à jamais la façon dont nous vivons en tant qu'humains libres, nous devons inverser la trajectoire de ce cours maintenant. Et la représentation d'une enquête du grand jury est le moyen le plus rapide que nous connaissons pour apporter les preuves devant le tribunal public du monde. Vous, le peuple. Aux États-Unis, seuls les procureurs de district ou les procureurs généraux des différents États sont autorisés à engager de telles procédures pénales. Mais comme personne ne l'a fait aux États-Unis, nous venons vous présenter les preuves sous une forme calquée sur ce type de procédure judiciaire qui est courante aux États-Unis.

Nous basons ce modèle sur le grand jury pénal américain. En général, le grand jury détermine si les preuves sont suffisantes pour prononcer une mise en accusation criminelle contre un ou plusieurs accusés. Il se déroule à huis clos, et ni l'accusé ni son avocat ne sont présents dans ce type de procédure. Cependant, nous effectuons ce processus sous les yeux du tribunal de l'opinion publique. Vous, le peuple. Le but de cette enquête est de révéler les preuves qui pourraient être utilisées dans ce type de procédure dans votre juridiction. Nous vous invitons à nous rejoindre dans une transparence ouverte en utilisant de vraies preuves, de vrais avocats, un vrai juge et de vrais témoins experts, qui pourraient être présentés dans une véritable procédure de grand jury criminel devant les tribunaux des États-Unis. L'histoire de la réussite de ce pays a été écrite par des personnes qui ont fait confiance à la gouvernance constitutionnelle pour le peuple. Nos ancêtres ont relevé les défis épiques de notre histoire sur la base de notre Constitution. C'est cette Constitution et sa reconnaissance des droits et libertés naturels qui ont libéré des êtres humains libres du joug de la Couronne britannique. Par conséquent, reconnaissant l'urgence, nous vous demanderons, en tant que tribunal de l'opinion publique, d'examiner les preuves présentées, afin de réclamer nos droits et libertés accordés à chaque personne dans ce pays et dans le monde à la fin de cette procédure.

5:34 Viviane Fischer :

Merci, Mme Garner, je voudrais me tourner vers le juge Rui Fonseca e Castro, qui préside cette procédure. Monsieur Fonsesca, bonjour.

## 5:47 Rui Fonseca e Castro :

La légitimité du tribunal de l'opinion publique s'appuie sur le Droit Naturel. Au cours des deux dernières années, nous avons assisté à l'effondrement fulgurant de l'État de droit démocratique. Au nom d'une idée de biens communs qui n'a jamais été entérinée, les droits et libertés les plus fondamentaux nous ont été retirés, et nous pouvons déjà sentir l'approche d'une gigantesque vague de victimes. Les systèmes judiciaires, autrefois bastions des droits et libertés fondamentaux, ne remplissent plus leurs fonctions. C'est-à-dire qu'il n'y a plus de juges à Berlin.

Devons-nous attendre sans rien faire que nous soyons complètement anéantis ? Ou plutôt, assumer nos responsabilités en tant que membres de nos communautés ? C'est notre droit et surtout notre devoir, envers le peuple et les générations futures de résister à l'oppression et à la tyrannie. La loi naturelle, immanente pour les êtres humains, indépendamment de sa positivité, nous donne des droits sacrés de résistance à l'oppression. Si les Constitutions sont la source des droits et libertés fondamentaux, le droit naturel est sa source originelle.

Le droit naturel confère au peuple la légitimité de défendre les droits et libertés fondamentaux, face à des États devenus tyranniques. Nous voyons bien maintenant l'incapacité des systèmes de justice nationaux et internationaux à protéger les peuples contre la tyrannie qui s'est installée. C'est donc dans le droit naturel, et le droit non écrit inhérent à la condition humaine que ce tribunal de l'opinion publique trouve sa légitimité pour engager la procédure judiciaire qui va commencer aujourd'hui. Merci.

## 8:10 Viviane Fischer :

Merci pour cette introduction, M. le juge Fonseca e Castro. Je voudrais maintenant donner la parole à l'avocate Diana Paula Sachs des États-Unis d'Amérique.

## 8:34 Deana Pollard Sacs :

Bonjour. Je m'appelle Deana Pollard Sacs, et depuis 22 ans, je suis professeur de droit, spécialiste de la constitution, militante des droits civils et avocate. Je suis ici aujourd'hui pour discuter de l'origine de notre clause de liberté, qui remonte à la loi naturelle, et pour expliquer pourquoi les vaccins Covid-19 sont tous inconstitutionnels selon notre jurisprudence historique. Le 4 juillet 1776, nos Pères Fondateurs ont signé la Déclaration d'Indépendance. Et voici ce qu'ils ont dit :

« Nous tenons ces vérités pour évidentes, que tous les hommes sont créés égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, que parmi ceux-ci se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. »

En 1891, notre Cour suprême, dans une affaire appelée Botsford, a expliqué que la liberté médicale est inaliénable et constitue l'un des droits les plus précieux que nous puissions avoir.

Ils ont dit :

« Aucun droit n'est considéré comme plus sacré ou n'est plus soigneusement gardé par la "Common Law" que le droit de chaque individu à la possession et au contrôle de sa propre personne, libre de toute contrainte ou interférence d'autrui, à moins que par une autorité claire et incontestable de la loi, le droit d'une personne puisse être considéré comme un droit d'immunité totale, à laisser en paix ».

En 1914, le juge Cordozo, qui devint plus tard juge à la Cour suprême des États-Unis, s'exprimait ainsi :

« Tout être humain adulte et sain d'esprit a le droit de déterminer ce qu'il doit faire de son propre corps, et un chirurgien qui pratique une opération sans le consentement de son patient commet une agression pour laquelle il est responsable des dommages. »

Ces mêmes concepts et déclarations textuelles de nos tribunaux ont été réitérés au fil des décennies. En 1990, par exemple, dans une affaire appelée Cruzan contre le directeur du département de la santé du Missouri, la Cour suprême a essentiellement affirmé que chaque individu a le droit de refuser un traitement médical. Cela remonte à la common law anglaise. Et voici ce que le juge Brennan a dit dans l'affaire Cruzan :

« Le droit anglo-américain part du principe d'une autonomie complète. Il s'ensuit que chaque homme est considéré comme le maître de son propre corps, et qu'il peut, s'il est sain d'esprit, interdire expressément l'exécution d'une intervention chirurgicale destinée à sauver sa vie ou tout autre traitement médical. »

Comment se fait-il alors que nos gouvernements nous imposent un traitement médical sans consentement, pas un vrai consentement. Ils contraignent nos concitoyens à prendre un vaccin de nature expérimentale sous la menace de perdre leurs moyens de subsistance, leurs maisons et leur éducation. Eh bien, notre gouvernement s'appuie sur une affaire appelée Jacobson contre Massachusetts. Je vais donc vous expliquer ce cas et vous dire pourquoi il va dans notre sens, à savoir que nous avons le droit de choisir la médecine et les traitements médicaux pour notre corps. L'affaire ne soutient pas les fabricants de vaccins et ne soutient pas les mandats de vaccination. En 1902, lors d'une petite pandémie pop qui a tué des centaines de millions de

personnes dans le monde, l'État du Massachusetts a adopté une loi stipulant que chaque personne devait être vaccinée contre la variole ou payer une amende de cinq dollars. C'est exactement ce que disait la loi. C'était une loi du type « soit ou » donnant aux gens l'option de payer une amende de 5 dollars s'ils ne veulent pas se faire vacciner.

M. Jacobson pensait que sa liberté d'action le protégeait à la fois de la vaccination et du paiement de l'amende de 5 dollars. Il est donc allé jusqu'à la Cour suprême des États-Unis après avoir payé l'amende de 5 \$ et a voulu récupérer son argent. Et la Cour suprême a examiné les preuves médicales. Le vaccin contre la variole était utilisé depuis 100 ans. Il était utilisé dans le monde entier avec une grande efficacité et permettait d'enrayer l'une des pires pandémies de l'histoire du monde. Après avoir examiné attentivement les preuves médicales, après avoir formulé des conclusions concernant l'efficacité et l'innocuité du vaccin et la nécessité du vaccin antivariolique, le tribunal a décidé que M. Jacobson ne pouvait pas récupérer ses 5 \$. Maintenant, gardez à l'esprit que M. Jacobson pensait qu'il était dans l'intérêt de la liberté de circuler en ville et d'être vu dans toute la ville sans être vacciné. Il a donc fait étalage du fait qu'il n'était pas vacciné parce qu'il croyait avoir le droit de sortir et de se promener sans le traitement médical qu'il ne voulait pas. Et donc l'opinion de la cour était basée sur tous ces faits. Ces faits ne soutiennent pas les mandats Covid aujourd'hui. En fait, l'une des dernières choses que la cour a dites dans l'affaire Jacobson contre Massachusetts, et je cite, nous décidons maintenant seulement que la loi couvre le cas présent et que rien n'apparaît clairement qui justifierait que cette cour la considère comme inconstitutionnelle et inopérante dans son application au plaignant M. Jacobson. Il y a plusieurs raisons expliquant pourquoi M. Jacobson ne cautionne pas les mandats de vaccination proposés aujourd'hui concernant le coronavirus.

Tout d'abord, il y a une énorme différence concernant les risques publics encourus. La pandémie de variole tuait jusqu'à 60 % des personnes dans les villages où elle sévissait. Entre 20 et 60 % des gens mouraient, soit un taux de mortalité global d'environ 30 %. À certaines périodes, plus de 90 % des bébés exposés à la variole mouraient. Maintenant, comparez ça au Covid-19, il tue une minuscule fraction de 1 % des gens. Le risque public n'est même pas comparable.

La deuxième chose est que les vaccins Covid-19 ne sont pas vraiment des vaccins. Contrairement à l'histoire des vaccins, qui arrêtaient l'infection et la transmission, ces vaccins ne font ni l'un ni l'autre. Ces vaccins expérimentaux n'existent pas depuis 100 ans. Ils n'ont pas été essayés et testés, et nos concitoyens sont soumis à des vaccins expérimentaux alors qu'aucun d'entre nous ne sait vraiment quels en seront les effets à long terme. Et enfin, la loi dans l'affaire Jacobson contre Massachusetts donnait la possibilité aux gens de payer 5 \$. Aujourd'hui, cela reviendrait à un peu moins de 150 \$. Comparez cela à des gens qui perdent leur gagne-pain, tout ce pour quoi ils ont travaillé, leur maison et leur étude universitaire parce qu'ils refusent de se soumettre à un vaccin expérimental. Il n'y a tout



simplement aucune comparaison possible. Jacobson contre Massachusetts ne soutient pas les fabricants de vaccins ni les obligations en matière de vaccins. Alors certains d'entre vous se demandent peut-être pourquoi les mandats de vaccination du Covid n'ont pas été déclarés totalement inconstitutionnels ?

Eh bien, certains l'ont été. Mais il y en a un qui a résisté à l'examen de la Cour suprême le 13 janvier 2022. Je veux donc expliquer que, tout d'abord, le mandat de vaccination des travailleurs de la santé découle de la clause sur les impôts et les dépenses de la Constitution américaine, qui se trouve à l'article 1, section 8. Le Congrès a toujours eu une grande latitude pour imposer des conditions aux fonds fédéraux. Donc vous prenez l'aigre avec le doux. Et si vous voulez de l'argent fédéral, vous devez vous soumettre aux conditions du Congrès. Tout au long de l'histoire, le Congrès a été autorisé à mettre des conditions à la réception des fonds de Medicare et de l'assurance-maladie et a spécifiquement autorisé des conditions pour limiter la transmission des maladies transmissibles. Malgré tout, l'opinion était de cinq contre quatre, avec seulement cinq juges convenant que le mandat de vaccination pour les travailleurs de la santé a passé le test initial pour voir si oui ou non la cour arrêterait l'application du mandat de vaccination. Mais la vraie question est, comme l'a indiqué le juge Thomas, pourquoi l'efficacité du vaccin n'a-t-elle pas été prise en compte ? Elle n'a pas été prise en compte. Et le juge Thomas l'a dit très clairement dans sa position dissidente, rejointe par trois autres juges. La raison pour laquelle l'efficacité et la sécurité du vaccin n'ont pas été prises en compte est que la question n'était pas devant la Cour. Sur les 22 États qui ont contesté le mandat de vaccination, aucun n'a affirmé que le mandat violait la clause de liberté. La clause de liberté est l'endroit où nous trouvons nos libertés médicales. Tout au long de l'histoire, la clause de liberté a été utilisée pour nous protéger contre des procédures médicales non désirées et même pour nous permettre d'exiger les actes médicaux que nous souhaitons.

Vous verrez donc derrière moi une photo de la Cour suprême des États-Unis. J'ai été confronté au fait que, lorsque nos juges se verront présenter les faits médicaux concernant l'efficacité du vaccin, la nécessité du vaccin et la manière dont nos gouvernements intimident et contraignent les gens à se faire vacciner contre leur gré, la Cour soutiendra nos droits à la liberté et déclarera tous les vaccins inconstitutionnels. Plus tard dans la journée et dans les jours qui suivent, vous entendrez un certain nombre de professionnels de la santé expliquer pourquoi ce vaccin n'a rien à voir avec les vaccins du passé. Je vous encourage donc à rester à l'écoute et je vous remercie de nous avoir suivis.

**18:12 Viviane Fischer :**

Merci, Mme Deana Pollard Sacs, pour votre déclaration introductive. Je voudrais maintenant donner la parole au Dr Reiner Fuellmich, avocat en Allemagne, pour une présentation générale.

## 18:25 Reiner Fuellmich :

Merci. Bonjour. Je m'appelle Reiner Fuellmich, et j'ai le plaisir d'être l'un des membres d'un groupe d'éminents avocats et juristes internationaux qui collaborent depuis de nombreux mois dans cette affaire très importante. Cette affaire, qui implique les crimes les plus odieux contre l'humanité, commis sous le couvert d'une pandémie de Coronavirus à l'échelle mondiale, ne semble compliquée qu'à première vue. Mais lorsque vous rassemblez toutes ces pièces, toutes ces petites pièces du puzzle, comme nous le ferons pour vous, avec l'aide de nombreux experts renommés et d'autres témoins au cours de cette procédure, vous constaterez quatre séries de faits.

Premièrement, il n'y a pas de pandémie de Corona, mais seulement une pandémie de tests PCR, alimentée par une opération psychologique élaborée visant à créer un état de panique constant parmi la population mondiale. Ce programme a été planifié de longue date. Son précurseur, qui a finalement échoué, était la grippe porcine il y a une douzaine d'années. Et il a été concocté par un groupe de super riches psychopathes et sociopathes qui haïssent et craignent les gens en même temps, n'ont aucune empathie et sont animés par le désir de prendre le contrôle total de nous tous, les peuples du monde. Ils utilisent nos gouvernements et les grands médias, qu'ils possèdent littéralement pour les deux, pour véhiculer leur propagande panique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Deuxièmement, le virus lui-même peut être traité de manière sûre et efficace avec des vitamines C, D, du zinc, etc. Et aussi avec l'utilisation non autorisée de l'Ivermectin, de l'Hydroxychloroquine, etc. Mais toutes ces méthodes de traitement, non pas alternatives, mais réelles, ont été interdites par ceux qui utilisent le prétexte de cette pandémie pour atteindre leur objectif ultime, qui est de faire en sorte que tout le monde reçoive, comme nous le montrerons dans cette procédure, des injections expérimentales non seulement in-efficaces, mais aussi très dangereuses, voire mortelles.

Troisièmement, les mêmes personnes qui ont fait de la grippe porcine, qui s'est finalement avérée être une grippe bénigne, une pandémie il y a douze ans, en changeant d'abord la définition de ce qu'est une pandémie et en créant ensuite la panique, ont créé cette pandémie de Corona. La grippe porcine a été leur première véritable tentative de créer une pandémie. Et tout comme l'un de ses objectifs à l'époque était de détourner notre attention des activités frauduleuses flagrantes de leur industrie financière, qu'il serait plus approprié d'appeler la mafia financière, qui était devenue visible avec la crise de Lehman, c'est également l'un des principaux objectifs de cette pandémie de Corona aujourd'hui. Si nous avions regardé de plus près lors de la crise de Lehman, au lieu de croire aveuglément les promesses de nos gouvernements selon lesquelles les auteurs de ces crimes financiers seraient tenus pour responsables, nous aurions vu qu'ils ont pillé et saccagé nos caisses publiques pendant des décennies, et nous aurions vu que nos gouvernements ne sont plus nos gouvernements, mais qu'ils ont été pris en main par l'autre partie par le biais de leur principale plate –



forme, le Forum économique mondial, qui a commencé à créer ses propres leaders mondiaux par le biais de son programme Young Global Leaders dès 1992, les premiers diplômés étant Angela Merkel et Bill Gates. Et nous aurions déjà compris à l'époque ce que nous allons vous montrer maintenant, à travers cette procédure, ces crimes financiers n'ont pas été contestés par nos politiciens parce qu'ils aident et encouragent ceux qui les commettent et profitent de ces crimes.

Quatrièmement. En fin de compte, cependant, nous vous montrerons, à vous, le jury, que le but principal de l'autre partie est d'obtenir un contrôle total et complet sur nous tous. Cela implique la finalisation de leur pillage en détruisant délibérément nos petites et moyennes entreprises, nos commerces de détail, nos hôtels et nos restaurants, afin que des plateformes telles qu'Amazon puissent prendre le relais. Et cela implique le contrôle de la population, qui, selon eux, nécessite à la fois une réduction massive de la population et la manipulation de l'ADN de la population restante, à l'aide, par exemple, d'injections expérimentales d'ARNm.

Mais cela nécessite également, selon eux, la destruction délibérée de la démocratie, de l'État de droit et de nos constitutions par le chaos, afin que nous acceptions finalement de perdre nos identités nationales et culturelles et que nous acceptions à la place un gouvernement mondial unique sous l'égide de l'ONU, qui est maintenant sous leur contrôle total, et leur Forum économique mondial, un passeport numérique, dont chaque mouvement est surveillé et contrôlé, et une monnaie numérique, que nous ne pourrions recevoir que d'une seule Banque mondiale, la leur, bien sûr.

À la fin de la procédure, et après que vous ayez entendu toutes les preuves, nous sommes convaincus que vous recommanderez des mises en accusation contre les six accusés présumés : Christian Drosten d'Allemagne, Anthony FAUCI des États-Unis, Tedros de l'Organisation mondiale de la santé, Bill Gates, BlackRock et Pfizer.

Mesdames et Messieurs, cette affaire concerne un programme de longue haleine d'un groupe de personnes ultra riches et de leur mafia financière basée à la City de Londres et à Wall Street, qui consiste à utiliser une pseudo-pandémie comme un prétexte derrière lequel, pendant que notre attention est portée sur la pandémie, ils veulent achever leurs efforts de plusieurs décennies pour obtenir un contrôle total et complet sur nous tous. Il existe de nombreuses plateformes sur lesquelles ce groupe s'est réuni et a discuté de cet agenda, mais la plus importante est celle du Forum économique mondial, qui a été inventé en 1971 par Klaus Schwab, alors âgé de 33 ans.

Ses membres sont 1000 entreprises mondiales ayant un chiffre d'affaires annuel d'au moins 5 milliards de dollars, des hommes politiques, des représentants des médias, des scientifiques et d'autres personnalités dites de haut niveau.

Ils se réunissent une fois par an à Davos, mais il existe d'autres réunions de ce type, par exemple en Chine. Et depuis 1992, ils ont créé et nous ont

présenté leur propre groupe de leaders politiques pour le monde. Parmi les premiers diplômés, comme je l'ai déjà dit, on trouve Angela Merkel et Bill Gates en 1992. D'autres sont Sebastian Courts, jusqu'à récemment chancelier d'Autriche, Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, Jacinda Ardern, Premier ministre de Nouvelle-Zélande, Emmanuel Macron, Président de la France, et beaucoup, beaucoup d'autres.

Ce groupe, qui est maintenant appelé la Clique de Davos, – la publication The Great Reset de Klaus Schwab est l'une des sources les plus importantes pour cette organisation, promeut ouvertement le transfert des actifs du monde vers ce groupe de personnes super riches, de sorte qu'en 2030, les gens ordinaires ne posséderont rien et seront heureux, comme il est explicitement indiqué dans leur gouvernement mondial unique, avec une monnaie numérique qui nous sera donnée par leur Banque mondiale unique. Et ils encouragent aussi ouvertement, en étroite collaboration avec des gens comme le défendeur putatif Bill Gates, les Rockefeller et d'autres, la réduction drastique de la population mondiale et la manipulation de l'ADN de la population restante jusqu'au transhumanisme.

Leur objectif le plus important est, cependant, l'implosion contrôlée, par eux, bien sûr, du système financier complètement pillé et l'introduction simultanée d'une monnaie numérique émise par une Banque Mondiale Unique contrôlée par eux, et tout aussi important, l'introduction d'un gouvernement mondial sous l'ONU, qui est passé sous leur contrôle total en 2019. À cette fin, ils ont fait des plans concrets pour cette pandémie de Corona depuis au moins le printemps 2001 : l'opération Dark Winter, suivie d'une autre répétition de ce type : l'exercice lockstep de la Fondation Rockefeller en 2010. Enfin, l'Event 201 en octobre 2019 à New York, parrainé par le Johns Hopkins Center for Health Security, la Fondation Rockefeller, le Forum économique mondial et la Fondation Bill et Melinda Gates.

Membres du jury, nous allons appeler un certain nombre de différents témoins experts très renommés de tous les horizons de la science, mais aussi des témoins qui témoigneront des dommages qu'ils ont subis suite à l'obtention des injections expérimentales. Après nos déclarations préliminaires, nous commencerons dans une semaine par appeler d'anciens membres de l'armée américaine, James Bush, qui a participé à l'opération Dark Winter en 2001, d'anciens membres des services de renseignement britanniques Brian Gerrish et Alex Thompson, et les journalistes d'investigation Whitney Web et Matthew Erett, et d'anciens employés et conseillers de l'Organisation mondiale de la santé, le Dr Sylvia Barront et le Dr Astrid Stuckelberger. Ils nous expliqueront le contexte historique et géopolitique de ce à quoi nous sommes confrontés, et ils nous montreront comment cet agenda a été planifié depuis au moins 20 ans, en commençant par l'opération Dark Winter en 2001, et une dizaine d'années plus tard, le scénario lockstep de la Fondation Rockefeller, pour finir par la répétition générale, l'Event 201 en octobre 2019. Et ils expliqueront comment, alors qu'il n'y avait pas de cas – ce dont ils avaient besoin pour déclarer une urgence de santé publique de portée internationale, ils les ont créés. En demandant à l'accusé Drosten d'inventer l'histoire des infections asymptomatiques qui n'existent pas, et comment ce test PCR peut

détecter par un dépistage de masse de personnes parfaitement saines, celles qui sont infectées, c'est un mensonge, comme nous le montrerons.

Nous poursuivrons avec le prochain groupe de témoins, le Dr Wolfgang Wodarg, pneumologue expérimenté et ancien membre du Bundestag allemand et du Conseil de l'Europe, qui a réussi à démasquer la première tentative de pandémie de la partie adverse, la grippe porcine d'il y a douze ans, comme une grippe bénigne. Le professeur Ulrike Kammärer, biologiste de l'université de Vertzbroke, le docteur Mike Yeadon, ancien vice-président de Pfizer, le docteur Sylvia Barront, le docteur Astrid Stuckelberger, le professeur Dolores Chill de l'université de Dublin, le professeur Antonia Tagati d'Italie, le professeur Berkholtz d'Allemagne. Ces experts vont nous expliquer ce qui se cache derrière la légende de l'épidémie du marché humide de Wuhan. Ils montreront que le virus n'est pas plus dangereux que la grippe ordinaire. Le test PCR ne peut rien nous dire sur les infections, mais il est la seule base de toutes les mesures anti-Corona, y compris la mesure ultime, les soi-disant vaccins. Et les soi-disant vaccins sont non seulement inefficaces, mais aussi extrêmement dangereux. Indépendamment de l'origine naturelle ou humaine du virus, notre système immunitaire est parfaitement capable de faire face au virus, comme le prouve un taux de létalité des infections compris entre 0,4 ou 0,5 % ou même moins. Il n'y a eu aucune surmortalité nulle part, avant le début des injections expérimentales. Il n'y a même pas eu de cas au début de 2020. Cependant, ils avaient besoin de cas pour déclarer une urgence de santé publique de portée internationale, car c'était la seule base sur laquelle il serait possible, selon leurs propres règles inventées et acceptées par tous les gouvernements des États membres de l'Organisation mondiale de la santé, d'utiliser de nouveaux médicaments non testés – les injections expérimentales – sur des personnes.

Après une première tentative ratée d'annoncer cette urgence de santé publique de portée internationale parce qu'il n'y avait pas de cas, ils ont réessayé fin janvier 2020 après avoir créé des cas à l'aide de ce désormais tristement célèbre test PCR de Drosten, et ont annoncé cette urgence de santé publique de portée internationale deux semaines plus tard. Ces experts nous diront que ces cas étaient presque tous des résultats de tests faussement positifs, rien d'autre.

Le prochain groupe d'experts est composé du Dr Thomas Binder de Suisse, du Dr Brian Artist du Texas, du Dr Shankara Chetty d'Afrique du Sud, du Dr Wolfgang Wodarg d'Allemagne et de John O'Looney, Undertaker d'Angleterre. Ces experts nous expliqueront comment, dès le départ, nous avons été les témoins d'une interdiction délibérée et totalement insensée des méthodes normales, efficaces et sûres de traitement des maladies respiratoires et, à la place, à une obligation de traitements qui doivent aujourd'hui être considérés comme des fautes médicales graves. Intubation, Remdesivir, Midazolam.

John O'Looney expliquera comment il a d'abord cru les allégations de l'autre partie concernant une pandémie, et a même aidé la BBC à diffuser sa propagande de panique, jusqu'à ce qu'il réalise que sous le couvert de la pandémie, des gens étaient tués intentionnellement.

Nous appellerons ensuite le groupe suivant d'experts, dont le professeur Alexandra Henrion Caude de France, le Dr Mike Yeadon, le professeur Sucharit Bhakdi d'Allemagne, le professeur Luc Montagnier de France, le Dr Vanessa Schmidt Kruga d'Allemagne, le Dr Robert Malone, inventeur de la technique du vaccin ARNm des États-Unis, et la professeur Anna Blochat, pathologiste d'Allemagne. Ils nous montreront que si le virus n'a pas provoqué de surmortalité, son taux de survie est de 99,97 %. Les injections tuent maintenant des gens et ont causé une surmortalité allant jusqu'à 40 % depuis septembre, en raison d'un empoisonnement par la protéine spike et de l'arrêt de notre système immunitaire.

Le Dr Mike Yeadon nous expliquera comment un groupe de scientifiques a même trouvé des preuves concrètes que les fabricants de vaccins expérimentent des dosages mortels, pour voir comment les effets secondaires mortels peuvent être manipulés de manière à ce que la population ne comprenne pas immédiatement ce qui se passe.

Le groupe d'experts suivant nous expliquera comment on a pu en arriver là. Ce groupe comprend le professeur Matthias Desmond de Belgique, le docteur Ariane Bilheran de France, le docteur Meredith Miller des États – Unis, le professeur Harald Walach d'Allemagne et Stefan Kuhn, employé du ministère allemand de l'Intérieur. Ces experts nous expliqueront comment l'autre partie, après avoir établi rapidement l'urgence de santé publique de portée internationale, nous a présenté le confinement, les obligations absurdes et dangereuses du port du masque et la distanciation sociale très nuisible, à la fois physiquement et psychologiquement, jusqu'à ce qu'ils arrivent à leur objectif ultime, les injections inefficaces et dangereuses, voire mortelles. Et ils nous expliqueront en détail comment notre consentement à tout cela a été rendu possible par une gigantesque opération psychologique dont le message de panique nous a été transmis par la propagande implacable des médias grand public et de nos politiciens, tous deux détenus par l'autre camp.

Le groupe d'experts suivant comprend Leslie Manukin, ancienne banquière d'affaires américaine, Naomi Wolf, journaliste et auteur américaine, Anzweff, économiste allemand, le professeur Christian Christ, économiste allemand, le professeur Hogareko, économiste allemand, et Marcus Karl, économiste allemand. Ces experts nous expliqueront en détail la destruction intentionnelle de nos économies et la manière dont l'autre camp travaille à un crash contrôlé du système financier afin d'échapper aux crimes qu'il a déjà commis au cours des dix dernières années, des décennies de pillage de nos caisses publiques jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien, et d'introduire une Banque Mondiale Unique, une monnaie numérique et un passeport numérique.

Le dernier groupe d'experts comprend Matthew Erett, un journaliste d'investigation du Canada, Vera Sharav, une survivante de l'Holocauste, Ilana Rachel Daniel d'Israël, le rabbin Smith de New York, Patrick Wood, un expert en technocratie des États-Unis, Avital Livni d'Israël. Dans la dernière partie de l'enquête, ces experts nous expliqueront comment une partie importante du programme de l'autre camp est liée au contrôle de la

population, ou plutôt à l'eugénisme. Après la Seconde Guerre mondiale, l'eugénisme avait mauvaise réputation, comme l'a dit Julian Huxley, qui a fondé l'ensemble de l'UNESCO. Mais lui et le très grand groupe de personnes qui soutenaient l'idée de l'eugénisme allaient bientôt pouvoir poursuivre leurs efforts dans ce sens, il l'a expliqué ouvertement.

Les parallèles entre ce qui s'est passé il y a 80 ans et ce qui se passe maintenant ne doivent pas être ignorés. Vera Sharav nous le rappellera.

Après avoir entendu toutes les preuves, nous ne doutons pas que vous recommanderez des actes d'accusation contre tous nos défenseurs putatifs pour crimes contre l'humanité. Merci.

**36:30 Viviane Fischer :**

Merci pour cette vue d'ensemble et aussi pour nous avoir donné un aperçu de l'ensemble des experts que nous allons entendre. Je voudrais maintenant revenir à l'avocate Ena Garner des États-Unis, pour nous donner plus d'informations sur le test PCR.

**36:52 Ana Garner :**

Merci. Pour comprendre l'énormité de la planification de cette collaboration criminelle à l'échelle mondiale, nous devons commencer par la base de la pandémie. C'était un gros mensonge. C'était un mensonge pour les gouvernements du monde de déclarer, presque à l'unisson, une pandémie mondiale. Un mot comme tant d'autres impliqués dans ce récit officiel, dont la définition a été modifiée pour répondre aux objectifs du programme.

Plus précisément, ce dont je voulais parler, c'est du grand mensonge basé sur le test PCR, sur les tests. Ce n'est pas une pandémie, mais une « casedémie ». Les informations qui nous ont été données par le CDC et la FDA sur le test PCR sont manifestement fausses, et nous aurons des éléments pour le prouver. En fait, cette méthode n'est pas du tout un test, pas un test de diagnostic, mais une technologie de fabrication génétique, qui recherche des bribes de code spécifiques et les amplifie en les doublant à chaque cycle. Son inventeur, Karry Mullis, qui a obtenu un prix Nobel pour le procédé qu'il a inventé, a déclaré qu'il n'a jamais été question d'en faire un outil de diagnostic valable, et il est connu de tous ceux qui l'utilisent qu'il ne peut pas détecter d'infection active. Drosten, l'un des accusés, le savait. Il savait que le test n'avait aucun sens et qu'il était faux. Cependant, ce test a été utilisé pour créer une panique mondiale et l'obtempération. Le CDC a même admis que son propre test, récemment retiré, était basé sur des échantillons truqués. Les seuils de cycle grossièrement excessifs recommandés par l'OMS, c'est-à-dire le nombre d'amplifications que subit une petite quantité de matériel génétique, pour déterminer s'il y a quelque chose de présent, sont bien au-delà des normes de l'industrie, et ils rendent tout test inutile, avec des résultats faussement positifs à des taux approchant les 100 %. Des études ont montré que le taux de faux positifs de ce test PCR est en fait plus proche de 97 %. Cela signifie que 3 % de la population dont

Le test est positif sont peut – être malades de quelque chose, mais nous ne savons pas de quoi ils sont malades, parce que le test ne le détermine pas. Ce test a été utilisé de manière abusive dans le monde entier pour justifier frauduleusement l'existence d'une pandémie et pour déterminer des chiffres de cas et de décès faussement gonflés.

Nous démontrerons par des preuves claires et convaincantes que les défenseurs ont participé à ce mensonge mondial et ont qualifié une maladie largement dispersée géographiquement, avec des taux de survie équivalents à ceux d'une grippe saisonnière, de pandémie permettant de fausses déclarations mondiales d'urgence de santé publique. À partir de cette situation d'urgence qui dure maintenant depuis près de deux ans, les gouvernements ont imposé des restrictions draconiennes, la séparation et l'isolement des populations vulnérables, comme les personnes âgées et les enfants, ainsi que la mise en place de vaccins obligatoires dans le monde entier.

Nous savons que la prochaine étape sera la mise en place de passeports vaccinaux, qui verrouilleront encore plus notre planète, ainsi que des camps de quarantaine partout. Notre confiance a été trahie par la corruption du système, et nous vous fournirons des faits vérifiables prouvant que nous avons tous été gravement trompés pour croire à un gros mensonge. Et les objectifs finaux étant, selon les termes de l'un des accusés, Bill Gates, de vacciner chaque homme, femme et enfant de la planète, avec des injections expérimentales modifiant les gènes.

Ces tests PCR ont été utilisés pour augmenter le nombre de cas et de décès. Examinons la définition d'un cas. Historiquement, un cas était une personne malade, et pas seulement un test positif en l'absence de tout symptôme. Avec des tests effectués dans le monde entier sur des personnes en bonne santé, ils ont grossièrement gonflé le nombre de cas. Et cela nous est diffusé en permanence par les médias grand public, par le Department of Highway Signs aux États-Unis et peut – être dans d'autres pays, et a été utilisé pour inciter la panique et l'obtempération dans le monde entier.

Les inconvénients importants sont la raison pour laquelle le test PCR ne devrait être effectué que sur des patients symptomatiques et pourquoi un test positif ne devrait être considéré que comme un seul facteur de tout diagnostic. Vous ne pouvez pas diagnostiquer quelqu'un en l'absence de symptômes cliniques et en l'absence de diagnostic médical.

Nous nous retrouvons donc à tester des personnes en bonne santé en grand nombre, ce qui donne lieu à des chiffres faussement gonflés et à la panique. Le CDC et la FDA ont reconnu ce potentiel, tout comme les auteurs de ces crimes, que nous allons présenter.

Les preuves montreront que Drosten, qui prétend avoir inventé le test du Covid-19, était conscient de ses limites et de sa fausseté. Le test n'était spécifique d'aucun virus ni d'aucune bactérie. Par conséquent, il est inutile pour déterminer ce qui pourrait même causer des symptômes. Ce à quoi le test est bon, c'est à provoquer une panique mondiale. Même les morts, autre



chiffre faussement gonflé, qui doit être examiné à la lumière de ces faux tests PCR. Un décès avec un test PCR positif est considéré comme un décès dû à Covid. Que vous ayez été admis à l'hôpital à la suite d'un accident de voiture, d'une crise cardiaque ou même d'un accouchement. Si vous avez été testé positif et que vous êtes décédé dans les 28 jours environ suivant votre test, votre décès a été attribué à Covid-19. Même notre CDC a admis, plus tard au cours de la pandémie, que 95 % des décès attribués au Covid étaient dus à d'autres causes. C'était simplement basé sur un faux test. Les fabricants savaient aussi tout cela, y compris je cite : « l'inventeur du test Covid-19, Drosten ».

Nous assistons maintenant à un message de peur qui a provoqué une discrimination institutionnalisée contre les personnes qui ne choisissent pas d'être vaccinées et qui ne choisissent pas d'être testées. Ceci est moralement répréhensible selon toute norme humaine. Le résultat de ces faux tests est un énorme préjudice catastrophique pour les populations du monde entier. Il y a des scientifiques et des médecins qui témoigneront de l'énorme préjudice catastrophique qui a été causé par ces tests. La preuve juridique de l'intention et de la connaissance se trouve dans les divers documents de la FDA et les documents connexes, et ils sont conçus pour obscurcir et égarer même les avocats qui lisent et parcourent ces documents. Comme vous pouvez commencer à le voir ici, les piliers de la narration officielle du Covid et celle des médias, qui sont une seule et même chose, tombent comme des dominos lorsque l'on montre les preuves.

Il existe des preuves irréfutables de fraude et de malfaisance multiforme dans tout le régime Covid. Si vous avez le courage et l'honnêteté intellectuelle de les regarder, de les étudier et de les considérer équitablement, faites-le. Cela peut être choquant pour certains, incroyable pour d'autres, mais je vous assure que ces preuves sont réelles et inquiétantes. L'une des choses qui en découlent est que le système doit prétendre que la seule réponse à ces nombres exagérés de cas et de décès est les vaccins, et ils ont fait cela pour que leur utilisation d'urgence soit autorisée et qu'ils figurent sur les calendriers des enfants. Et c'est ce qui va suivre. Merci de votre attention.

44:54 Viviane Fischer :

Merci beaucoup Mme. Garner pour cette voix additionnelle. J'aimerais maintenant me tourner vers Dipali Ojha, de l'Inde. Est-ce que vous nous entendez ?

45:09 Dipali Ojha :

Oui. Merci beaucoup. Bonjour à tous. Je suis l'avocate Dipali Ojha, d'Inde. C'est un grand honneur pour moi de présenter ma déclaration d'ouverture au Grand Jury du Tribunal populaire de l'opinion publique. Je remercie le Juge Rui Da Fonesca et tous mes collègues juristes pour cette présentation pleine d'espoir et de perspicacité.

En mars 2020, la plupart d'entre nous ont été pris au dépourvu lorsque les gouvernements du monde entier ont annoncé le début d'une pandémie supposée être créée par un nouveau virus SARS – CoV2 qui pourrait provenir de Wuhan, en Chine. Dès la déclaration de la pandémie, une série d'annonces sans précédent a été faite, comme la fermeture des frontières internationales, l'arrêt complet des vols internationaux, l'obligation de porter un masque, le respect d'une distance sociale et des mesures des plus mortelles comme le confinement. En Inde, les services ferroviaires se sont arrêtés net pour la première fois en 167 ans d'histoire. Chaque pays a rapidement adopté des mesures similaires, censées prévenir et contrôler la propagation de l'infection.

Dans cet état de chaos, de panique, de choc, d'incertitude et de peur, la plupart d'entre nous se fient aux médias grand public comme source d'informations authentiques sur ce virus et les ravages qu'il a provoqués chez nous. L'un des aspects les plus marquants de la communication que nous recevons constamment des gouvernements et des autorités sanitaires du monde entier est qu'il n'existe aucun remède connu contre le virus Sars-Cov-2. Dans plusieurs pays, les patients malades se voyaient refuser l'admission dans les hôpitaux et étaient renvoyés chez eux en prétextant qu'il n'y avait pas de remède à cette maladie. Pendant cette phase, il y avait des médecins honnêtes et des médecins de première ligne qui traitaient les patients avec d'anciens médicaments, ce qui n'est certainement pas un phénomène nouveau dans le courant de la médecine allopathique. Et certains médecins ont proposé leurs propres protocoles de traitement sur la base de leur vaste et riche expérience clinique.

Tandis que les médecins font leur devoir solennel de sauver la vie de leurs patients de la meilleure manière possible, en utilisant de vieux médicaments dont la sécurité a été prouvée, en association avec des suppléments comme le zinc, la vitamine C, la vitamine D, etc., nous avons assisté à une opposition véhémente de la part des mêmes autorités sanitaires qui étaient à la tête de la conception de la réponse à la pandémie. L'agitation de ces autorités sanitaires s'est manifestée par le rejet de toute information révélant l'efficacité des traitements précoces et l'existence de thérapies alternatives pour traiter les patients atteints du Covid-19.

Toute personne d'intelligence ordinaire aurait trouvé cela déraisonnable dans la mesure où sauver des vies serait évidemment le premier et le plus important des objectifs, surtout lorsque les médecins, sur la base de leur expertise clinique, affirmaient pouvoir guérir les patients grâce aux traitements précoces.

Je vais dévier ici un moment pour partager avec vous quelque chose du point de vue de mon pays, l'Inde. En Inde, nous avons une riche tradition de systèmes de médecine alternative comme l'Ayurveda, le Siddha, le Unani et d'autres systèmes de guérison comme la naturopathie et l'homéopathie. En fait, il existe un ministère spécifique au sein du gouvernement indien appelé AYUSH, qui est un acronyme pour Ayurveda, Yoga et Naturopathie, Unani, Siddha et Homéopathie.



Les médecins reconnus qui sont formés pour pratiquer ces systèmes de médecine alternative ont traité avec succès des patients Covid-19. Cependant, après le lancement de ces vaccins expérimentaux, nous ne devrions pas les appeler des vaccins. En fait, il s'agit d'injections, ce qui serait une description plus appropriée. Après le déploiement de ces injections expérimentales, le blocage de toute discussion autour des traitements alternatifs semble être devenu plus prononcé, y compris le licenciement des médecins qui ont préconisé des traitements précoces pour le Covid, ceux qui ont proclamé que les traitements précoces étaient effectivement sûrs et efficaces. Certains médecins ont même fait l'objet de mesures disciplinaires de la part de leur conseil médical. Certains ont été ridiculisés publiquement et ont risqué l'annulation ou la suspension de leur licence médicale.

Une telle réaction académique de la part des autorités sanitaires, des gouvernements et des conseils médicaux était en soi un signal d'alarme indiquant que quelque chose, quelque part, n'allait pas et n'était pas correct. Il est intéressant de noter que la plupart des personnes qui dictaient les réponses pour le Covid-19 des pays du monde entier ne traitaient même pas les patients Covid, mais ne prêtaient aucune attention aux médecins honnêtes et diligents qui traitaient réellement les patients sur le terrain avec un traitement précoce.

Comme mon savant collègue l'a déjà souligné, la raison possible du blocage de toute information concernant l'efficacité des traitements précoces pour l'autorisation d'utilisation d'urgence qui n'est accordée que lorsqu'il n'y a pas de médicament adéquat, premièrement approuvé et disponible pour le traitement.

L'affirmation selon laquelle il n'y a pas de traitement pour le Covid-19 a permis aux fabricants de vaccins de demander l'autorisation d'utilisation d'urgence. En outre, les entreprises pharmaceutiques bénéficient d'une immunité lorsque cette autorisation leur est accordée. Je souhaite informer ici qu'en Inde, il n'existe pas de dispositions spécifiques comme celles établies par la FDA américaine concernant l'octroi d'une autorisation d'utilisation d'urgence et que, par conséquent, jusqu'à récemment, les traitements alternatifs ou les médicaments de traitement précoce faisaient partie du protocole national indien de gestion du Covid.

L'Ivermectine et l'Hydroxychloroquine étaient inclus dans un protocole national jusqu'à fin septembre 2021. En fait, des États comme l'Uttar Pradesh et Goa en Inde se sont fait connaître au niveau mondial pour avoir démontré avec succès l'utilisation de l'Ivermectine dans le contrôle de la propagation du Covid-19 et la guérison rapide des patients. Cependant, ces réussites ont été délibérément sapées et supprimées par toutes ces personnes et plateformes médiatiques compromises qui ont lourdement investi dans des entreprises de vaccins ou qui ont un intérêt direct, sous une forme ou une autre, à ce que le succès de ces médicaments de traitement précoce ne soit pas connu de tous. L'absence manifeste de tout débat scientifique sur l'efficacité des traitements précoces, associée au musellement des voix qui tentent de faire connaître l'efficacité des médicaments de traitement précoce, est un signe

clair que les gouvernements et les autorités sanitaires du monde entier poussent le vaccin comme la seule solution pour guérir le Covid-19.

Un autre aspect spécifique à l'Inde est qu'il n'y a pas d'immunité pour les fabricants de vaccins en Inde, ce qui a été confirmé par une déclaration sous serment déposée par le gouvernement indien auprès de la Cour suprême de l'Inde. Récemment, nous avons aidé à fournir une pétition à la Haute Cour de Bombay par un père qui a perdu sa fille suite à la première dose de ces vaccins expérimentaux. Il a demandé une indemnisation d'environ 1,3 milliard de dollars pour la perte de la vie de sa fille.

C'est le deuxième cas que nous avons aidé à déposer. Le premier cas a été déposé en novembre 2021 par une mère qui a perdu son jeune fils suite à la première dose de ces vaccins expérimentaux. Dans ce cas, le fils a été contraint de prendre le vaccin expérimental afin d'accéder au système de transport public qui ne permet qu'aux personnes vaccinées de voyager, conformément à l'ordre administratif du gouvernement. En plus de la compensation monétaire pour la perte de la vie de son fils à cause de ces injections expérimentales, cette mère a également demandé une enquête approuvée par la Première Agence d'Investigation d'Inde sur le rôle de toutes les personnes impliquées dans l'enchaînement des événements, depuis les fabricants de ces vaccins, les personnes en charge de la réponse au Covid-19 ici en Inde et tous ceux qui ont prétendu que ces vaccins Covid sont 100 % sûrs et efficaces.

Nous nous attendons à ce que plusieurs plaintes soient déposées dans tout le pays dans un avenir proche par des victimes de ces expériences médicales.

Il serait inapproprié d'appeler ces produits des vaccins, car les vaccins sont censés fournir une immunité contre une maladie. Alors que l'on nous avait promis que les vaccins Covid nous protégeraient d'un virus prétendument mortel, nous constatons aujourd'hui que ces vaccins Covid n'empêchent pas d'entrer en contact avec la maladie et n'en arrêtent pas la transmission. En outre, ces vaccins ont montré qu'ils avaient des effets secondaires graves, y compris des décès, de sorte qu'il est impossible de justifier des produits médicaux expérimentaux qui n'arrêtent ni l'infection ni la transmission.

En outre, les personnes vaccinées sont tenues de suivre le comportement approprié en cas de confinement, de rester à l'intérieur, de porter des masques et de respecter les distances sociales.

Il y a un autre aspect alarmant de la manière dont ces injections expérimentales sont administrées à la population mondiale que je souhaite porter à votre attention. Il s'agit du consentement éclairé et de la manière dont les lois établies autour du consentement éclairé ont été ouvertement violées.

Dans le procès que nous avons intenté ici en Inde, outre les précédents judiciaires spécifiques à l'Inde établis par nos tribunaux, nos hautes cours et la Cour suprême, nous avons également cité les dispositions de la

Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme de 2005, qui imposent de fournir des informations détaillées au public afin d'obtenir son consentement éclairé à de telles expérimentations médicales.

Toutes ces dispositions ont été violées. Par exemple, l'article 3 de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme stipule que la dignité humaine, les droits de l'homme et les libertés fondamentales doivent être pleinement respectés et que l'intérêt et le bien-être de l'individu doivent avoir la priorité sur le seul intérêt de la science et de la société.

De même, l'article 6 de la même déclaration stipule que toute intervention médicale préventive, diagnostique et thérapeutique ne peut être mise en œuvre qu'avec le consentement préalable, libre et éclairé de la personne concernée, fondé sur des informations adéquates. Ce consentement doit, le cas échéant, être exprimé et peut être retiré par la personne concernée à tout moment et pour toute raison sans inconvénient ni préjudice.

Il existe également un autre jugement de référence que nous avons cité dans les procédures que nous avons déposées, à savoir le jugement rendu par la Cour suprême du Royaume-Uni dans l'affaire Montgomery contre Lanarshire Health Board, qui date de 2015. Alors que nous discutons des points cruciaux concernant l'absence de consentement éclairé et la violation de plusieurs conseils et accords internationaux dans ce processus de déploiement de ces vaccins expérimentaux, la partie adverse, M. Global, s'appuie généralement sur un examen très peu convaincant pour justifier ces produits médicaux expérimentaux, à savoir que les avantages l'emportent sur les risques.

Nos témoins experts présenteront les preuves qui montrent l'étendue de la façon dont ces produits expérimentaux ont infligé à la population les effets sérieux et graves de ces injections, y compris des décès, le manque de transparence autour des données des essais cliniques, la sous-déclaration des décès causés par ces vaccins, toutes ces preuves que nos experts présenteront au grand jury lors des prochaines audiences démoliront complètement ce raisonnement, couramment utilisé pour pousser ces vaccins expérimentaux que les avantages de ces injections expérimentales l'emportent sur les risques.

Pour conclure, je souhaite attirer l'attention du jury sur ce qui suit. La raison pour laquelle les autorités déclarent qu'il n'y a pas de traitement pour le Covid-19 n'est pas claire jusqu'à aujourd'hui puisqu'il n'y a pas eu de débat scientifique ou de discussion entre les personnes en charge de la réponse Covid dans les pays et les médecins, les scientifiques et les docteurs qui prétendent avoir une histoire de succès prouvée et documentée autour du traitement précoce efficace. Deuxièmement, il n'y a eu aucune initiative, aucun effort pour mener des essais cliniques sur l'efficacité des médicaments de traitement précoce de la part des personnes responsables de la conception de la réponse officielle des pays au Covid. Il y a eu un déni général concernant l'immunité naturelle ou l'immunité développée après une infection naturelle, malgré la publication de plusieurs études à cet effet.

Les grandes entreprises technologiques censurent délibérément quiconque choisit de parler de l'existence de traitements alternatifs et du fait qu'ils sont plus sûrs que les injections expérimentales.

Enfin, le fait que de vieux médicaments, pour lesquels il existe de nombreuses données sur la sécurité, soient ignorés et qu'une injection médicale expérimentale lancée à la hâte soit présentée comme sûre et efficace. Nous savons qu'il n'y a aucune transparence autour des données sur les essais cliniques réalisés. Compte tenu du nombre d'effets indésirables signalés chaque jour dans le monde, ces produits expérimentaux sont tout sauf sûrs.

Nos témoins experts couvriront chacun de ces aspects en détail lors des prochaines audiences. Et je suis persuadé qu'après avoir examiné les éléments de preuve amenés au dossier, le grand jury sera parfaitement équipé pour évaluer le rôle et la complicité de chaque personne, chaque entité, chaque organisation impliquée dans la commission de ces horribles crimes contre l'humanité.

Merci de votre attention.

59:12 Viviane Fischer :

Merci beaucoup. Maintenant, l'avocat Dexter Ryneveldt d'Afrique du Sud est avec nous. Pouvez-vous nous entendre ?

59:25 Dexter Ryneveldt :

Je vous entends très bien.

59:28 Viviane Fischer :

Fantastique. La parole est donc à vous.

59:31 Dexter L-J. Ryneveldt :

Merci beaucoup. Mes sincères excuses. Je suis Dexter Ryneveldt, un avocat pour la défense des droits en Afrique du Sud. C'est avec un grand honneur et une grande reconnaissance que je vous présente, membres de ce jury, une déclaration du tribunal de l'opinion publique, une déclaration d'ouverture.

Tout d'abord, je tiens à remercier Lemuel Malloy, Yvonne Katsanda, Kabura Monieki et Walter Mashillo, ainsi que tous les courageux témoins blessés par le vaccin Covid-19 dans le monde entier, pour leur aimable assistance et leur participation.

Je vais commencer par ce que Thomas Payne a dit il y a 200 ans, et qu'il a d'ailleurs énoncé de manière très éloquente :

« Les plus grandes tyrannies sont toujours perpétrées au nom des causes les plus nobles ».

Cette déclaration est encore plus pertinente aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 200 ans, et elle le sera encore pendant des années et des siècles.

La question posée à vos honorables membres du jury, quelle est la cause la plus noble ? Elle a été et est toujours exploitée depuis le début de cette pandémie de SARS-CoV-2 Covid-19, qui n'est autre que la cause qui englobe : santé du corps, santé de l'esprit, se résumant à la santé de l'humain. Nous pouvons tous convenir que la cause la plus noble est ce qui est dans le meilleur intérêt de la santé humaine et comment cela affecte notre famille et nos amis, ainsi que notre capacité à générer un revenu. Les preuves présentées montreront exactement comment les défenseurs ont orchestré et manipulé cette cause la plus noble qu'est la santé humaine pour faire avancer l'agenda du contrôle total et de la domination sur une population qui ne s'en rend pas compte, et comment ils ont fait de sérieuses incursions dans les droits populaires, constitutionnels et inaliénables et la liberté. Depuis le début de la pandémie, mesdames et messieurs les jurés, les défenseurs ont déployé et investi des efforts et des sommes considérables dans les relations publiques. En fait, leurs campagnes de relations publiques, avec l'aide des grands médias d'entreprise, capitalisent ces préoccupations de la santé humaine pour leurs bénéfiques financiers et leurs aspirations à la domination et au contrôle total.

À leur avantage, ils utilisent le slogan « suivez la science ». C'est une phrase d'accroche que nous connaissons tous si bien. Car chaque fois qu'ils parlent, ils justifient toujours l'expression « suivons la science », « c'est ce que la science » dit pour justifier et légitimer leurs politiques publiques de santé pour le soi-disant bien commun dans le monde entier avec les mesures de confinements.

En abordant les préoccupations de santé humaine en ce qui concerne le Covid-19, les questions pertinentes suivantes doivent être posées, mesdames et Messieurs.

La première question, quelle est la vraie nature du virus SARS-CoV – 2 ? Est-il vraiment nouveau ? Et si oui, dans quelle mesure pouvons-nous dire qu'il est nouveau ? La réponse courte à cette question est non, il n'est pas nouveau. Ici, les preuves apportées par les experts médicaux et scientifiques montreront sans l'ombre d'un doute que nous n'avons pas affaire à un nouveau virus. En fait, mesdames et messieurs, membres de ce jury, le virus SARS – CoV – 2 peut à bien des égards être considéré comme une grippe saisonnière, sa composition est très comparable au virus SARS-CoV-1.

La deuxième question que nous devons poser est la suivante : existe-t-il des traitements médicaux appropriés et viables pour combattre la maladie de Covid-19 ? Sans entrer dans trop de détails, ma collègue Dipali Ojha a clairement indiqué que, oui, en effet, ils facilitent les traitements

alternatifs. Et pas seulement les traitements alternatifs faciles, mais ils facilitent les traitements alternatifs qui marchent.

Et c'est la preuve qui vous sera très certainement présentée à chacun. La troisième et dernière question que nous devons poser par rapport à cette préoccupation est : quel est le taux de survie au Covid-19 ?

Une fois de plus, les preuves montreront que la prévision du taux de survie au début de la pandémie n'était rien d'autre qu'une prévision statistique informatisée utilisée pour susciter la peur. Et je crois que nous connaissons tous très bien cette peur qui a été instillée en chacun d'entre nous. Mais en réalité, le taux de survie est de 99,5 %. Certains experts prouveront même que le taux de survie peut atteindre 99,97 %. Le taux de mortalité réelle actuel est loin de correspondre aux prévisions statistiques informatisées. En fait, le taux de mortalité de la grippe saisonnière est plus élevé que celui du Covid-19. Rien que cette déclaration, Mesdames et Messieurs, doit nous amener à réfléchir et à nous demander si cela en valait la peine. Toutes les mesures de confinement, d'aseptisation, de distanciation sociale ? Cela en valait-il vraiment la peine ?

Les trois questions que je viens de vous poser, membres du jury, nous amènent aux États-Unis, à la Bibliothèque nationale de médecine des États-Unis. Il s'agit d'un atelier qui a été mené et je vais en tirer une citation, que vous pouvez rechercher Internet. Il s'agit d'une réponse rapide aux maladies infectieuses par des contre-mesures médicales, mettant en œuvre des capacités durables grâce à un partenariat permanent entre les secteurs public et privé. Et dans lequel le Dr Peter Daszak a écrit au Dr Anthony Fauci : je cite :

« De facto, une crise de maladie infectieuse bien réelle, présente et à un seuil d'urgence, est souvent largement ignorée. Nous devons faire mieux comprendre au public la nécessité de contre – mesures médicales, telles que le simple vaccin contre le coronavirus. Les médias sont un facteur clé et l'économie suivra le battage médiatique. Nous devons utiliser ce battage à notre avantage pour aborder les vrais problèmes. Les investisseurs réagiront lorsqu'ils verront des bénéfices à la fin du processus. »

Fin de citation.

Cette citation en elle-même, Mesdames et Messieurs, est incriminante. Elle est sans ambiguïté. Elle expose le plan derrière la pandémie. Et par un simple clic sur un bouton, membres du jury, vous pouvez rechercher vous-même sur Internet qui sont les bénéficiaires financiers de cette pandémie. Sans nul doute, ce sont les investisseurs. Ce sont les actionnaires des compagnies de vaccins, au grand désespoir de la population, des hommes et femmes ordinaires. Quelle est l'intention ultime pour anéantir les petites et moyennes entreprises ? Les seules entreprises florissantes actuellement sont les sociétés pharmaceutiques et les grands conglomérats technologiques. Nous



voyons aussi l'impact direct que cela a eu sur les petits magasins et sur les entreprises de taille moyenne aussi. Les déclarations qui vous seront présentées indiqueront clairement pourquoi les citoyens ont participé aux expériences médicales mondiales sur les vaccins, et le noyau du système de croyances des participants aux vaccins, – et vous l'entendrez de la bouche des victimes blessées par ces vaccins, le noyau du système de croyances qui explique pourquoi ils ont participé à cette expérience médicale, est qu'ils pensaient que ce serait dans leur meilleur intérêt sanitaire et, en fin de compte, financier.

Donc, avec cet ensemble, nous voyons qu'il y a un lien direct : je dois le faire pour ma santé et si je ne le fais pas, je vais y perdre financièrement, je ne serai pas en mesure de gagner un revenu. Et c'est pour cela que je vous expose l'intérêt financier. S'ils ne participent pas aux vaccins expérimentaux, ils risquent de perdre leur revenu. Ce n'est rien d'autre que de la coercition et du chantage, c'est le moins qu'on puisse dire. C'est ce que nous appelons, Mesdames et Messieurs, l'approche de la carotte et du bâton. Les preuves présentées permettront d'élucider les processus et protocoles d'expérimentation médicaux, éthiques qui doivent toujours être respectés lors de la réalisation d'expériences médicales de masse. Les expériences médicales doivent respecter les normes les plus élevées de l'éthique médicale définies dans la Déclaration d'Helsinki, le code de Nuremberg, ainsi que la prescription législative codifiée de chaque pays respectif. Les preuves montreront que, sans nul doute, la Déclaration d'Helsinki, le code de Nuremberg et le code de conduite pour les expériences médicales de chaque pays ont été violés. En fait, ils sont toujours violés avec cette vaccination obligatoire. C'est poussé dans le monde entier.

Et tout cela a été accompli avec le slogan « suivez la science ». Les preuves montreront que le SARS-CoV-2, le Covid-19, peut se comparer à une grippe ordinaire. Honorables membres du jury, l'inventeur de l'ARNm, le Dr Robert Malone, a mentionné sur de multiples plateformes médiatiques alternatives les raisons pour lesquelles les vaccins expérimentaux à ARNm Covid-19 sont dangereux et constituent une fraude avec possibilité de graves séquelles à long terme. Entre autres, il peut s'agir de myocardites, de péricardites, et les preuves l'indiqueront clairement. Nous vous présenterons aussi un large aperçu des tests médicaux et scientifiques de laboratoire menés dans le passé sur la technologie médicale à ARNm jusqu'à ce jour, et pourquoi il n'est pas prudent de déployer les vaccins à ARNm à l'échelle mondiale, sur une population sans méfiance. Les preuves seront corroborées par des pharmacologues, des toxicologues, des immunologistes, des virologistes, des physiologistes et des biochimistes, entre autres. Mais ce n'est qu'un prélude aux preuves qui seront présentées par le professeur Bhakdi, le professeur Palmer ou le Dr Wodarg. Et je cite :

« Dans l'ensemble, il est évident qu'une nouvelle méthode d'introduction de matériel génétique dans les cellules humaines, par le biais d'adénovirus ou de virus adéno-associés est frauduleuse en entraîne des effets secondaires dangereux, dont les causes ne sont pas encore entièrement claires. Si de tels risques peuvent être acceptables dans le

cas d'affections sinon incurables comme l'amyotrophie spinale, il est absolument irresponsable de les imposer à des personnes en bonne santé qui présentent peu ou aucun risque de connaître un jour un Covid-19 sévère. »

Fin de citation.

Membres du jury, pour comprendre pleinement l'étendue du plan derrière cette pandémie, nous devons mettre l'attention sur la mesure dans laquelle les défenseurs ont supprimé la procédure standard ou suivi la science. Nous n'avons pas besoin d'aller trop loin pour comprendre le plan de jeu. Nous pouvons simplement examiner comment ils ont changé les définitions épidémiologiques, médicales et scientifiques, pour les adapter et justifier leur mantra « suivre la science ». En dernière analyse, nous devons étudier comment ils ont changé, adapté les définitions médicales et scientifiques. Et les définitions dont nous parlons sont les suivantes : pandémie, endémie, vaccins, immunité collective et immunité naturelle. Les preuves médicales et scientifiques montreront comment ces définitions ont été modifiées, adaptées pour correspondre aux crimes prémédités et intentionnels des accusés, de crime contre l'humanité.

Les adaptations des principales définitions épidémiologiques, médicales et scientifiques sont criminelles, en ce sens qu'elles suivent le récit scientifique. Elles ne sont pas en phase avec les normes et pratiques épidémiologiques bien établies. Les preuves illustreront clairement les divergences entre le récit « suivez la science » et les informations et données médicales et scientifiques objectives et bien établies. Honorables membres du jury, j'attire votre attention sur une citation de Booker T. Washington. Je cite :

« Un mensonge ne devient pas vrai, ce qui est faux ne devient pas juste, et le mal ne devient pas le bien simplement parce que c'est accepté par la majorité. »

Même si la majorité, pour les besoins du raisonnement, – et je veux juste revenir rapidement en arrière, car la citation s'arrête à majorité – même si la majorité, pour les besoins du raisonnement accepte les définitions médicales et scientifiques déformées, on ne peut pas les considérer comme correctes ou véridiques. Un simple changement de définitions médicales et scientifiques, effectué sur un coup de tête sans justifications médicales et scientifiques claires et exemptes d'ambiguïté, ne peut justifier aucun changement chez les patients, et ne peut donc pas être considéré comme une vérité. Peu importe le nombre de fois que les défenseurs et/ou leurs collaborateurs répètent un mensonge, dans le cas qui nous occupe, les médias, il ne peut devenir vrai. Les questions les plus importantes dans l'esprit de la population, d'honorables membres du jury, sont les suivantes : comment se fait – il que les défenseurs aient pu faire autant de progrès dans le



déploiement de la pandémie planifiée et des vaccins ? Pourquoi un nombre considérable de personnes se sont – elles laissées prendre au récit de la pandémie des défenseurs au point de se présenter pour être vaccinées avec un vaccin expérimental à ARNm Covid-19 ?

Pour répondre à cette question, nous devons nous pencher sur le concept suivant : l'astroturfing. Je vais vous lire la définition d'astroturfing tirée de Merriam Webster :

« Activité organisée destinée à créer la fausse impression d'un mouvement populaire généralisé et spontané, en faveur ou en opposition à quelque chose, comme une politique, mais qui est en réalité initiée et contrôlée par un groupe ou des organisations dissimulées, comme des entreprises. »

Des preuves seront fournies pour montrer comment les accusés et les co-conspirateurs ont mobilisé le soutien de la population et déployé les grands médias pour faire progresser le programme de meurtre de masse mondial prémédité, en convainquant une partie de la population d'accepter volontairement les vaccins expérimentaux de thérapie génique Covid-19. Nous démontrerons qu'à travers la formation d'un état psychologique de masse à grande échelle, l'équité mentale du peuple a été intoxiquée. En conséquence directe, le peuple a fait confiance au récit du courant dominant, même s'il était totalement absurde et manifestement faux. Je vous laisse avec la citation suivante d'Aristote. Elle résume l'essence même de notre situation actuelle au niveau local. Mais avant de le citer, ce tribunal de l'opinion publique vous demande de considérer dûment toutes les preuves qui seront présentées dans leur totalité et de trouver en vous la force de voir la vérité telle qu'elle est.

C'est une plandémie et non une pandémie. Et quand vous regardez les deux mots plandémie, pandémie, il y a une lettre qui est différente et c'est le « l ». Donc ce que nous disons, nous allons présenter toutes les preuves. Vous apprendrez exactement pourquoi nous sommes là où nous sommes, et à la suite de cela, vous pourrez dire en toute confiance, j'ai appris, donc je vais prendre ce L majuscule et je vais l'insérer dans le mot pandémie, ce n'est pas une pandémie, c'est une pLandémie.

Les preuves sont claires et directes. En conséquence, les preuves présentées aujourd'hui sont suffisantes pour constituer une preuve prima facie contre tous les accusés et leurs actes d'accusation peuvent être, en fait doivent être émis contre les accusés et leurs capacités personnelles ou professionnelles, ainsi que contre les co-conspirateurs dans chaque pays du monde qui ont joué un rôle instrumental en colportant la grande illusion de suivre la science jusqu'à causer littéralement la mort. Et voici la citation d'Aristote :

« Les gouvernements qui ont le souci de l'intérêt commun, sont constitués

selon des principes de justice stricts et sont donc des régimes véritables. Mais ceux qui n'ont en vue que l'intérêt des gouvernants sont tous des régimes défectueux et pervers, car ils sont despotiques, alors qu'un État est une communauté d'hommes libres ».

Je vous remercie, honorables membres du jury.

### 1:20:06 Viviane Fischer :

Merci, M. Ryneveldt. Et merci à tous pour les déclarations préliminaires. Nous sommes arrivés à la fin des déclarations préliminaires et je voudrais faire savoir au jury, aux téléspectateurs que vous pouvez faire partie du jury. Nous avons mis en place une adresse électronique, [contact@grand-jury.net](mailto:contact@grand-jury.net), où vous pouvez nous contacter, si vous êtes, par exemple, un avocat et que vous souhaitez soutenir cet effort pour fournir les preuves afin que les mises en accusation puissent commencer. N'hésitez pas à nous contacter. Également si vous êtes une victime, si vous avez eu des problèmes, par exemple avec votre entreprise, si vous avez subi des dommages liés à la vaccination, si vous avez subi toutes sortes de pertes ou de restrictions, vous pouvez prendre contact avec nous et nous pouvons présenter votre cas, peut-être même ici, pendant que la procédure est en cours ou sous une autre forme, par exemple sur un site Web afin que le monde entier sache ce qui vous est arrivé.

### 1:21:22 Reiner Fuellmich :

Quelques mots de conclusion pour aujourd'hui, peut-être. Nous apprécions beaucoup la participation des téléspectateurs à cette procédure. C'est une procédure modèle. Et je dirai au nom de l'ensemble du groupe d'avocats, que vous avez rencontré pour certains, et d'autres que vous verrez pendant la suite de la procédure lorsque nous interrogerons les témoins, par exemple, que je tiens à vous remercier et à vous implorer de nous soutenir, de regarder cela, de dire au monde ce qui se passe réellement, parce qu'il n'y a pas beaucoup de sources auxquelles vous pouvez faire confiance. Il y a quelques sources. Celle-ci est l'une d'entre elles. Et nous pensons que c'est l'une des plus importantes d'entre elles. Car ce que nous faisons ici, ce que nous entreprenons, c'est de vous donner une image complète, une image complète de ce qui s'est passé et de ce qui se passe. Parce que ce n'est qu'en voyant le tableau complet que vous arriverez à la conclusion que nous ne pouvons pas faire confiance à ceux en qui beaucoup d'entre nous ont l'habitude de faire confiance. Nos gouvernements ne sont plus nos gouvernements. Nos institutions ont été infiltrées par ceux qui commettent ces crimes contre l'humanité. Plus important encore, une fois que vous aurez réalisé cela, vous arriverez également à la conclusion que c'est seulement nous, le peuple, qui ferons la différence. Nous mettrons fin à tout cela et nous nous assurerons qu'il y aura un nettoyage après coup, y compris les procédures nécessaires pour que justice soit faite. Et afin de traduire en justice ceux qui ont commis ces crimes contre l'humanité. Merci beaucoup.